



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

24-09-2014

Le patronat en veut beaucoup plus

Au moment où de nouvelles discussions syndicats-patronat-gouvernement doivent s'ouvrir sur la 'modernisation du fameux « dialogue social » le patronat a fait connaître ses exigences : dérogations au Smic, augmentation de la durée du travail, travail le dimanche, suppression de deux jours fériés, disparition des seuils sociaux, création un « contrat de projet » à durée limitée en remplacement du CDI, transformation du CICE (crédit impôt compétitivité emploi) en baisse des « charges »

Le journal 'les Echos' du 15. 09 qui détaille ce plan patronal, assure que ce massacre des droits des salariés permettrait de créer en cinq ans de 690.000 à 1.590.000 emplois.

Une attaque en règle contre le Code du Travail.

L'accent est mis sur les « accords d'entreprises » au détriment de la loi et du Code du Travail. Le patronat, le gouvernement, les « experts » comme Mr Soubie ex conseiller social de N. Sarkozy sont tous d'accord.

La loi, le Code protègent l'ensemble des salariés du pays. L'accord d'entreprise aujourd'hui n'est valable que s'il est supérieur à ce que propose la loi. Patronat et gouvernement veulent inverser cette situation. Dans leur esprit, l'accord d'entreprise doit remplacer la loi et le Code du travail, pour tirer vers le bas, salaires, temps de travail, avantages acquis. C'est ce qu'ils appellent la « souplesse » qu'ils estiment indispensable pour faire face à la situation économique disent-ils.

Ceci au détriment des salariés pour plus de profit pour le capital.

L'état donne l'exemple de sa conception du « dialogue social ».

Dans toutes les entreprises publiques telles la Poste, la SNCF, où il est le seul actionnaire l'état donne l'exemple. C'est le refus systématique de discuter des revendications des personnels. D'où des grèves de longues durées pour maintenir un emploi de postier ou le statut des cheminots qui pourtant ont fait la force de ces entreprises au service du public. Avec des poursuites judiciaires dans de nombreux cas pour faire passer ceux qui luttent pour des voyous.

Là où l'Etat est présent de façon minoritaire c'est l'alignement systématique sur les positions des actionnaires. Citons la SNCF, Renault, Air France et toutes les autres.

C'est aussi le soutien total aux directions lors des conflits des cheminots en juin, de la SNCF en juillet, d'Air France aujourd'hui. A chaque fois le gouvernement dénonce l'action des personnels, la « prise en otage des usagers », « le danger que la poursuite de la lutte fait courir à l'entreprise » comme si la direction de celle-ci n'était pas la seule responsable de cette situation. Ces manœuvres sont facilitées par l'attitude de syndicats, la CFDT et d'autres, qui condamne à chaque fois l'action engagée.

Le patronat veut aller très loin.

Dans un article des 'Echos' du 9 septembre, J-C. Sciberras, DRH de Solvay et président de l'association nationale des DRH, écrit : « *notre mille feuilles social est unique au monde, ça ne peut plus durer* ».

Il propose sournoisement de supprimer, les délégués syndicaux dans les ateliers et bureaux, tous ceux qui sont au plus près des salariés, recueillant leurs revendications, organisant leurs actions pour les faire aboutir. Ces représentants du personnel seraient remplacés dans l'entreprise par un représentant unique de chaque organisation syndicale.

Ces fonctionnaires syndicaux payés par l'entreprise suffiraient largement au dialogue social et à la signature d'accords pour le plus grand profit du patronat.

C'est ce que le Medef appelle la suppression des « seuils sociaux » qui doit être discutée lors de ces prochaines rencontres.

Une fois de plus la CFDT se dit *ouverte à la discussion* sur ces seuils, d'où de nouvelles capitulations de sa part.

La défense des droits acquis est une chose trop sérieuse pour la laisser entre les mains du patronat, de l'Etat et des syndicats à leur botte. Là comme partout l'intervention des salariés est indispensable. Communiste est aussi dans ce combat.